

Date de la convocation : Jeudi 30 novembre 2023

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, *Président* ; Michel CAPERAN, Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves COURREGES
Monique ARDOY, Jean-Michel BALEIX, Muriel BAREILLE, Michel BILLE, Jean-Louis CALDERONI, François DAMIAN-PICOLET, Gilbert DANAN, Jean-Marc DENAX, Victor DUDRET, Philippe DUVIGNAU, Frédéric GOMMY, Yves LACOSTE, Jean-Yves LALANNE, Régis LAURAND, Jacques LEROUX-MENESTREY, Véronique LIPSOS-SALLENAVE, Bernard MARQUE, Marie-Laure MESTELAN, André NAHON, Pauline ROY, Joël SEGOT, Gilles TESSON, Patricia WOLFS ;

Membres suppléants :

Jean-Marc ARBERET a suppléé Karine RODRIGUEZ, Pierre HAMELIN a suppléé Michel BERNOS ; Patrick ROUSSELET a suppléé Francis PEES, Jean-Marc PEDEBEARN a suppléé Marie-Claire NE.

Étaient représentés :

François BAYROU a donné pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, Arnaud JACOTTIN a donné pouvoir à Jean-Yves LALANNE, Jean-Louis PERES a donné pouvoir à Michel CAPERAN, Valérie REVEL a donné pouvoir à Jean-Michel BALEIX.

Étaient excusés :

Kenny BERTONAZZI, Christelle BONNEMASON-CARRERE, Najia BOUCHANNAFA, Marion BUSSY, Eric CASTET, Frédéric CLABE, Frédéric DAVAN, Stéphanie DUMAS.

Étaient absents :

Mohamed AMARA, Patrice BARTOLOMEO, Thibaud CHENEVIÈRE, Gwendoline ISAAC-LAVIGNE, Clarisse JOHNSON-LE-LOHER, Jacques LOCATELLI, Françoise MARTEEL,

Secrétaire de séance : PAULINE ROY

05 - AUTORISATION D'ENGAGER-LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET

Comité Syndical du mardi 19 décembre 2023

Rapporteur : Monsieur Jean-Yves COURREGES

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions des articles L.5711-1 et L.1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales modifiées par la Loi n°2012-1510 du 29/12/2012, dans le cas où le budget d'un groupement de collectivité n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, le Président peut, sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Il est proposé au Comité Syndical de permettre à Monsieur le Président d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du Budget.

Après avis de la Commission Mixte et du Bureau du 28 novembre 2023, le Comité Syndical autorise, jusqu'à l'adoption du Budget 2024, Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, tels qu'inscrits ci-dessous :

Opérations	BP 2023	Autorisation 25%
110 Parc Relais	16 000	4 000
112 Funiculaire	100 000	25 000
113 Chronobus	3 802 100	950 525
2101 Pôle d'Échanges Multimodal	1 804 009	451 002
2102 Poste Central de Régulation	200 000	50 000
21100 Equipement du réseau	13 282 652	3 320 663

Comité Syndical du mardi 19 décembre 2023

**Conclusions adoptées
A l'unanimité**

**Suivent les signatures,
Pour extrait conforme,**



**Nicolas PATRIARCHE
Président de Pau Béarn Pyrénées
Mobilités**

Envoyé en préfecture le 12/01/2024

Reçu en préfecture le 12/01/2024

Publié le



ID : 064-200024883-20240108-DELIB_5-DE